

A la population genevoise

Le Cartel intersyndical du personnel de la fonction publique et du secteur subventionné informe la population sur la suite de son mouvement pour la défense des services publics et subventionnés cantonaux. Le personnel remercie tout d'abord la population des nombreuses marques de soutien exprimées lors de notre grève du 4 mai. Notre volonté de défendre les prestations et les conditions de travail est comprise par une large partie de la population. Mais le Conseil d'Etat et le Grand Conseil persistent dans leur volonté d'empêcher la négociation avec les organisations du personnel. Pire encore, de nombreux projets de loi ont été déposés par la majorité parlementaire contre les services publics ou pour des baisses d'impôts supplémentaires pour les plus riches. Devant ces attaques sans précédent et le refus de négocier, le personnel du public et du subventionné a décidé de faire grève vendredi 14 mai toute la journée.

Contre les coupes dans les prestations et la remise en cause de l'Etat social

Le Conseil d'Etat genevois a fait connaître son projet de budget de l'Etat 2004 et un plan financier quadriennal d'économies jusqu'en 2007. Résultat de la baisse des impôts pour les riches, les rentrées fiscales diminuent. Les mesures d'économies prévues par le Conseil d'Etat sont typiquement néolibérales: diminution des investissements et conséquences sur l'emploi alors que Genève connaît déjà un fort taux de chômage, diminution des dépenses, coupes dans les prestations, diminution des subventions, blocage des engagements alors que la population augmente et les besoins sociaux également.

Des conséquences catastrophiques pour la population

Si les économies prônées par le Conseil d'Etat devaient être appliquées, c'est toute la population genevoise qui subira des conséquences catastrophiques. Genève s'est dotée au fil des ans de politiques éducatives, sociales, sanitaires progressistes.

Elles ont déjà été touchées par des économies successives durant les années 90. Le plan du Conseil d'Etat prévoit entre autre un blocage des engagements dans les services publics. Le nombre de postes de travail serait bloqué jusqu'en 2008 !

Le Conseil d'Etat refuse de négocier

Malgré la grève du 4 mai et la manifestation qui a réuni plus de 10 000 salariés-es du public et du subventionné, le Conseil d'Etat a écrit au Cartel pour lui signifier qu'il n'entendait pas revenir sur les projets de loi qui vont fixer les conditions de travail et les prestations pour les années à venir. Imaginez-vous un employeur qui décide seul, sans négociation, ni même information, avec ses salariés-es de réduire les salaires, les effectifs et les conditions de travail générales. La situation est pire pour les salariés-es du public et du subventionné puisque les décisions de l'employeur se transforment en lois. Si ces lois sont adoptées par le parlement, le Conseil d'Etat pourra s'abriter derrière les décisions du Grand Conseil pour couper dans les prestations et aggraver

les conditions de travail. Mais ces projets de loi ne nous disent pas dans quels secteurs ces coupes seront faites : La santé ? L'éducation ? Le social ? La sécurité ? C'est un chèque en blanc que le Conseil d'Etat exige du personnel et de la population. Et nous découvrirons demain que, comme dans d'autres cantons, des hôpitaux ferment, des services sont privatisés, des prestations deviennent payantes ! C'est pourquoi le personnel des secteurs public et subventionné se mobilise pour que le canton de Genève ne connaisse pas le sort de Zurich ou de Berne.

La majorité parlementaire enfonce le clou !

Le programme d'austérité du Conseil d'Etat est encore trop timide pour l'Entente et l'UDC. Le 4 mai, jour de la grève, les partis de l'entente ont signé un accord qui exige du Conseil d'Etat des coupes supplémentaires par rapport aux projets gouvernementaux. Sur le budget 2004, 20 millions de moins pour les subventions, 70 millions de moins pour les HUG, les TPG, l'Hospice Général et l'Université, 70 millions de moins par le blocage des effectifs au niveau de décembre 2003. Mais cela ne suffit pas. L'Entente exige du Conseil d'Etat que les économies et les coupes soient réalisées plus rapidement que prévus, en 2 ou 3 ans sans aucune prise en compte des besoins de la population. Par cet accord, l'Entente veut forcer le Conseil d'Etat à ne pas négocier avec le personnel et veut aggraver la situation sociale dans ce canton. Car qui voudra nous faire croire qu'il s'agit pour l'Entente d'améliorer les finances cantonales, alors qu'ils ont déposé plusieurs projets de loi pour diminuer les impôts sur la fortune, les entreprises... Le déficit budgétaire sera ainsi renforcé et l'Entente demandera de nouvelles diminutions de prestations. Ils ne veulent pas défendre l'intérêt général, ils veulent vider les caisses du canton en faveur des plus riches.

C'est pourquoi le personnel a décidé de continuer la mobilisation tant que ces divers projets ne sont pas retirés et que des négociations ne s'ouvrent pas avec notre employeur, le Conseil d'Etat !

Notre mobilisation concerne l'ensemble de la population genevoise au travers de la défense des prestations et de l'Etat social